

Résumé Exécutif

Cette étude soutient la mise en œuvre de la Communication de 2022 intitulée « Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union ». Dans le cadre de cette communication, la Commission européenne encourage les régions ultrapériphériques (RUP) et leurs États membres respectifs à garantir l'accès à une série de besoins fondamentaux, notamment le logement adéquat, l'eau potable et l'assainissement, l'électricité, la climatisation et le chauffage, ainsi que la connectivité (réseaux internet et téléphoniques).

L'objectif de cette étude est de **dresser un portrait de la situation concernant l'accès à ces quatre besoins fondamentaux dans les RUP ainsi que l'infrastructure en place à cet effet. L'étude vise également à identifier les principales tendances au fil du temps et les besoins persistants.**

La première partie de l'étude analyse l'accès à ces **quatre besoins fondamentaux** dans toutes les RUP, tandis que la deuxième partie se penche sur les **deux besoins fondamentaux identifiés comme les plus pressants** dans chaque RUP au moyen de fiches régionales. Sur la base de ces résultats, l'étude élabore un ensemble de recommandations visant à réduire l'écart entre les conditions de vie des RUP et celles du territoire continental de leurs États membres respectifs et du reste de l'UE.

En s'appuyant sur une multitude de sources d'information, la première partie de l'étude fournit des **indicateurs clés identifiés** pour les quatre besoins fondamentaux dans l'ensemble des RUP. Ces **données quantitatives** sont complétées par des **informations qualitatives** issues de consultations avec les acteurs clés et de recherches sur des documents européens, nationaux et régionaux, comprenant des études, des évaluations, des stratégies nationales et régionales et des plans d'action couvrant chacun des quatre besoins fondamentaux analysés.

La deuxième partie de l'étude s'appuie sur les principaux résultats et l'analyse quantitative de la première partie, complétés par des informations recueillies lors d'une **consultation des acteurs clés ainsi que des recherches documentaires supplémentaires** sur les politiques régionales et locales, les études et les rapports produits par les organisations régionales publiques et privées concernées, liés aux deux besoins fondamentaux identifiés pour chaque RUP.

L'étude est soumise à des **limites méthodologiques** liées à la disponibilité limitée des données pour certaines régions et les besoins fondamentaux. Les difficultés d'accès aux données pour Saint-Martin et, dans une moindre mesure, pour Mayotte, méritent d'être soulignées. Néanmoins, cette limitation a été partiellement surmontée par l'utilisation d'informations qualitatives supplémentaires provenant de recherches documentaires approfondies et de consultations des acteurs clés.

Les **principales conclusions et recommandations** relatives à l'accès et à l'infrastructure des quatre besoins fondamentaux dans les RUP sont résumées ci-dessous.

DOMAINE CLE 1 : LOGEMENT ADEQUAT

Dans l'ensemble, **toutes les RUP sont confrontées à des défis en termes de logement adéquat et d'accessibilité financière**. Les prix de l'immobilier ont augmenté dans les RUP alors que le pouvoir d'achat de leurs citoyens reste inférieur au niveau national, entraînant des taux d'accession à la propriété plus faibles. Un **manque de logements sociaux pour répondre à la demande croissante peut être observé dans l'ensemble des RUP**. En outre, une **pression démographique** croissante résultant de l'accroissement naturel et de la migration, particulièrement aiguë à **Mayotte, aux îles Canaries et en Guyane française**, exacerbe les défis existants dans ces régions, y compris les **taux élevés de suroccupation des logements**.

Par conséquent, des interventions ciblées sont nécessaires, telles que l'[augmentation de l'offre de logements sociaux et abordables](#), en particulier dans les zones soumises à des contraintes spécifiques. L'augmentation de l'offre de logements sociaux pourrait contribuer à la baisse des prix de l'immobilier, garantissant ainsi l'accès à un logement adéquat à une plus grande partie de la population.

La promotion d'un [relogement adéquat en dehors des habitats précaires](#) a également été identifiée comme un besoin essentiel, en particulier à **Mayotte et en Guyane française**. D'autres mesures sont nécessaires pour faciliter l'accès à un logement permanent, notamment en favorisant l'accès à la terre, aux ressources et aux matériaux de construction. Il serait important de déployer des efforts supplémentaires pour davantage informer les populations au sujet des programmes d'aide au logement disponibles pour les ménages à faibles revenus (logements sociaux, subventions pour l'amélioration de l'habitat, etc.)

En ce qui concerne l'**infrastructure du logement**, une tendance positive se dessine en ce qui concerne la prévalence des constructions en dur, comme en témoigne la diminution des taux de constructions fragiles. Cependant, le [raccordement au réseau d'égouts reste un défi dans toutes les RUP françaises](#), ce qui indique la nécessité d'investir davantage dans le [développement d'un réseau d'égouts étendu](#).

Le **manque de terrains** appropriés pour développer des projets de construction, principalement en raison de contraintes géographiques, reste un obstacle majeur à l'augmentation du parc de logements dans l'ensemble des RUP françaises. Le [manque de climatisation appropriée et d'infrastructures efficaces sur le plan énergétique](#) soulèvent des problèmes dans les **RUP portugaises** et les **îles Canaries**. En outre, les **Açores** auraient intérêt à [réhabiliter leur parc de logements existant](#) pour garantir la conformité de leurs infrastructures et augmenter leurs investissements à cet égard.

À **La Réunion, en Guadeloupe et en Guyane française**, les **réglementations et pratiques en vigueur relatives à la construction** ne sont pas entièrement adaptées aux spécificités locales. Dans ce contexte, il est nécessaire d'identifier les aspects réglementaires concrets susceptibles de décourager la construction. Favoriser les actions d'économie circulaire pourrait également être bénéfique pour réduire l'empreinte environnementale du secteur de la construction et les coûts d'importation des matériaux depuis l'Europe continentale.

La plupart des RUP sont particulièrement **vulnérables aux risques naturels**, ce qui nécessite la promotion de mesures d'adaptation et d'atténuation du climat, ainsi que l'utilisation de matériaux résistants et adaptés pour les logements.

DOMAINE CLE 2 : EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

L'[accès à l'eau potable](#) a été identifié comme un besoin crucial pour la plupart des RUP françaises. C'est particulièrement le cas à **Mayotte**, qui connaît actuellement sa [plus grave crise de l'eau depuis](#) des décennies. L'[inégalité de la consommation d'eau](#) représente un obstacle important en Guyane française¹ tandis que l'[accessibilité financière à l'eau](#) est un défi commun à toutes les RUP, compte tenu de l'augmentation des prix de l'eau au cours de la période de cette analyse². Par conséquent, diverses actions³ s'avéreraient nécessaires pour répondre à ces besoins. Les données indiquent que la [qualité de l'eau](#) s'est améliorée dans toutes les RUP, à l'exception de Mayotte, de la Guyane française et de La Réunion.

L'[amélioration de l'accès à l'eau potable reste un défi dans les RUP françaises](#), en particulier à **Mayotte**. En ce qui concerne la [consommation d'eau](#), la mobilisation des investissements est cruciale pour assurer une distribution égale et équitable de l'approvisionnement en eau potable dans chaque région, y compris dans les communautés isolées. Concernant l'[accessibilité financière de l'eau, l'investissement dans des](#)

¹ Elle fait référence aux différents niveaux d'accès à l'eau dans la région. Le principal défi consiste à améliorer l'accès à l'eau à l'intérieur de la région, la majeure partie de la population se trouvant sur la côte. Source : « Entretien avec des acteurs régionaux de Guyane ».

² La période d'analyse diffère selon les RUP. RUP françaises : 2014-2020. La Guyane française et Saint-Martin font exception, les données disponibles allant respectivement de 2016 à 2019 et de 2021 à 2022. RUP portugaise : 2021-2022 et les îles Canaries de 2010 à 2020.

³ Dans le cas de la Guyane française, l'élaboration d'un plan stratégique visant à fournir un accès à l'eau aux communautés isolées serait bénéfique. En ce qui concerne l'accessibilité à l'eau, il serait positif d'investir dans des compteurs d'eau intelligents.

compteurs d'eau intelligents pourrait contribuer à réduire les fuites d'eau et, par conséquent, la consommation finale et les factures d'eau.

En matière d'**assainissement**, l'un des défis persistants est d'améliorer les processus de purification de l'eau pour garantir l'accès à l'eau potable et d'améliorer les infrastructures d'assainissement dans l'ensemble des RUP. Il est important de poursuivre l'amélioration de la qualité de l'eau, notamment en décontaminant les cours d'eau exposés à différents types de pollution⁴. Ainsi, il est important de développer des mesures de réhabilitation environnementale pour restaurer les zones affectées par la pollution de l'eau et d'instaurer des mécanismes supplémentaires pour détecter les facteurs ayant un impact négatif sur la qualité de l'eau.

Les données démontrent que l'existence d'**équipements obsolètes** a entraîné une augmentation des **interruptions de service** et du niveau des **pertes d'eau**. Si la **raréfaction des ressources en eau** a conduit à une situation où des quantités plus importantes d'eau devraient être réutilisées, ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, dans les **îles Canaries**, le volume d'**eau réutilisée** a diminué⁵. Une autre constatation clé a été la **nécessité de construire des infrastructures hydrauliques résistantes au climat** dans les RUP, en particulier dans les **RUP portugaises**⁶.

Dans ce contexte, il serait bénéfique de se concentrer sur **l'expansion des infrastructures d'eau existantes**. Il s'agit également d'évaluer l'état des infrastructures existantes et d'effectuer les réparations nécessaires. Des **investissements plus importants ainsi que des études** sur différents **matériaux de construction** permettraient de réduire les **interruptions de service** ainsi que les **fuites et les pertes d'eau** et donc d'améliorer l'efficacité des réseaux. L'identification et la promotion de l'utilisation de **sources d'eau alternatives**⁷ pourraient contribuer à assurer une distribution équitable et la fiabilité de l'approvisionnement en eau dans les territoires. En même temps, il est nécessaire d'investir dans la **modernisation des infrastructures de stockage** et d'augmenter le nombre de **bassins d'orage**⁸. La mise en place et l'amélioration des **interconnexions** entre les réseaux d'eau et les installations de stockage existants permettraient de mobiliser différentes ressources et de compenser les pénuries. Il serait également bénéfique de se concentrer sur l'augmentation de la quantité d'**eau réutilisée, en investissant dans des solutions techniques nouvelles et/ou alternatives**. Enfin, les infrastructures devraient se concentrer sur la **prévention et l'atténuation des risques** pour éviter les impacts négatifs du changement climatique sur les infrastructures de l'eau.

DOMAINE CLE 3 : ELECTRICITE, REFROIDISSEMENT ET CHAUFFAGE

Malgré les progrès réalisés, l'accès à ce besoin essentiel n'est pas encore totalement généralisé dans toutes les RUP. L'accès à l'électricité semble rester stable dans les **îles Canaries**, les **Açores** et **Madère** (qui enregistrent un accès quasi universel), tandis que les **RUP françaises** démontrent des avancées progressives vers un accès universel. Bien que la **consommation annuelle d'électricité** ait diminué au cours de la période 2010-2021, les RUP ont connu une augmentation de la consommation finale d'électricité au sein des ménages au cours de la dernière décennie. Cette hausse est aggravée par la hausse des prix de l'énergie, qui ont augmenté à un rythme plus élevé que le revenu des ménages, constituant une contrainte

⁴ C'est le cas de la contamination par le chlordécone en Martinique ou de la pollution par le mercure des activités d'extraction d'or alluvionnaire en Guyane française.

⁵ Il n'y a pas de données disponibles dans le cas des RUP française et portugaise. Cependant, selon Water Reuse Europe, en 2019, la France n'a réutilisé qu'environ 1 % de ses ressources en eaux usées, un pourcentage bien inférieur à celui enregistré dans les pays voisins comme l'Espagne, selon la même source (<https://www.water-reuse-europe.org/france-triple-water-reuse/#page-content>). Dans le cas du Portugal, l'objectif est de réutiliser 10 % en 2025 et 20 % en 2030, selon SUWANU Europe.

⁶ Il s'agit d'un besoin essentiel dans les documents officiels consultés (i.e., https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/policy/themes/outermost-regions/rup-2022/comm-rup-2022-glance_en.pdf). Néanmoins, tout le reste des RUP, par exemple la zone des Caraïbes, est également vulnérable au changement climatique et à ses conséquences. D'une manière générale, l'intensification des conditions météorologiques défavorables due au changement climatique a un impact sur les ressources en eau et leur utilisation.

https://www.apambiente.pt/sites/default/files/_Agua/DRH/Licenciamento/ApR/Artigo_Water_reuse_trends_in_PT_WaterCycle.pdf

⁷ Il s'agit notamment de l'eau de mer par dessalement, des eaux souterraines, de la récupération des eaux de pluie et de la réutilisation des eaux usées traitées.

⁸ Ils sont utilisés pour capter et stocker temporairement l'eau de pluie. <https://www.nationalstoragetank.com/industries/storm-water-management/>

importante pour leur stabilité économique. Il est particulièrement important de remédier à ce déséquilibre dans le cadre de la transition vers un système énergétique plus écologique. Les données indiquent que l'ensemble des RUP ont augmenté leur **production totale d'énergie à partir de sources renouvelables**. En ce qui concerne le **chauffage et le refroidissement**, les données indiquent que les pièces climatisées dans les **RUP françaises** sont de plus en plus répandues, tandis que les logements dans les **îles Canaries** peinent à maintenir une température adéquate, en raison de la hausse de la température ces dernières années⁹.

La taille de l'infrastructure électrique a été étendue dans toutes les régions, avec l'ajout de lignes à haute tension, de poteaux supplémentaires et de points de connexion pour la consommation de données. Ces améliorations de l'infrastructure se traduisent par une réduction des interruptions de service et un réseau plus fiable. Cependant, dans certaines régions comme les **îles Canaries**, des événements récents tels que des coupures de courant ont prouvé que l'âge et l'état général de l'infrastructure du réseau n'étaient pas optimaux. Afin de soutenir les progrès réalisés pour garantir un accès adéquat, des **rénovations supplémentaires et une maintenance fréquente des centrales électriques sont nécessaires**.

Afin de **mieux comprendre les besoins en énergie et d'analyser plus en détail les conditions d'accès** dans les RUP, des mécanismes de suivi pourraient être mis en place. En outre, pour combler l'écart existant entre la hausse des prix de l'énergie et les revenus des ménages, des **programmes d'efficacité énergétique** pourraient être développés pour soutenir et renforcer la capacité financière des foyers. Cela pourrait aider les ménages à faible revenu à réduire leurs factures d'énergie grâce à diverses subventions, ce qui atténuerait l'augmentation potentielle des taux de pauvreté énergétique au sein de la population. De plus, ces programmes pourraient également sensibiliser les individus à l'efficacité énergétique, en les dotant de connaissances et de formations nécessaires pour favoriser l'amélioration de l'efficacité énergétique. Les difficultés croissantes liées au maintien d'une température adéquate dans les logements pourraient également être résolues en allouant davantage de ressources à la **promotion de mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments et les constructions** (y compris, par exemple, l'isolation des murs).

L'insularité et le manque d'interconnexions entre les îles peuvent nuire à la stabilité du système électrique. Ainsi, la **promotion de politiques et d'investissements visant à renforcer la stabilité des systèmes insulaires** peut contribuer à leur viabilité à long terme. Par conséquent, il est recommandé d'allouer des ressources supplémentaires à la création, à la rénovation, à l'entretien et à la surveillance des infrastructures de réseau comme moyen de renforcer la stabilité des réseaux insulaires.

DOMAINE CLE 4 : RESEAUX INTERNET ET TELEPHONIQUES

Cette étude révèle des disparités significatives au sein des RUP. Dans les **RUP françaises**, l'accès à l'internet (haut débit) et son utilisation régulière demeurent bien en dessous de la moyenne nationale, malgré une réduction considérable de l'écart avec la France métropolitaine au cours des dernières années. En ce qui concerne l'accès aux réseaux téléphoniques, les indicateurs montrent un développement stable des connexions fixe et mobile, certaines RUP se situant au-dessus et d'autres en dessous de la moyenne française. Dans le cas des **RUP portugaises et espagnoles**, l'accès à l'internet et au téléphone se rapproche davantage des moyennes nationales respectives. Les RUP affichent de meilleurs résultats que l'Europe continentale pour certains indicateurs tels que la part des ménages ayant accès à l'internet.

Pour les RUP françaises, ces résultats suggèrent que la poursuite des efforts actuels permettrait de maintenir la tendance positive des taux d'accès à l'internet. Pour atteindre les zones les plus reculées, les réseaux mobiles peuvent se substituer aux connexions à haut débit. Pour les **RUP portugaises et espagnoles**, l'accent pourrait être mis sur l'atteinte de la part restante de la population (par exemple, en améliorant la couverture des zones reculées et le développement des compétences numériques), tout en veillant à ce que tout le monde ait accès à l'internet et aux services téléphoniques.

Quant aux **infrastructures pour l'internet et le téléphone**, dans toutes les **RUP françaises**, la proportion des ménages ayant accès à des connexions en fibre optique à haut débit reste faible (à l'exception de La

⁹ https://www.eldiario.es/canariasahora/tiempo-canarias/futuro-climatico-canarias-seis-gradus-lluvia-75-aridez_1_10744903.html

Réunion), mais a augmenté rapidement au cours des dernières années. Néanmoins, toutes les RUP françaises (y compris La Réunion) ont des vitesses de téléchargement (domestique et mobile) stagnantes, bien en dessous de la moyenne nationale. Dans le cas des **RUP portugaises**, les vitesses de téléchargement mobile sont bien plus élevées qu'au Portugal continental. Néanmoins, leurs connexions internet dépendent de câbles sous-marins, reliant les îles entre elles et à l'Europe continentale, dont la durée de vie s'achève dans les années à venir. Pour les **îles Canaries**, l'infrastructure des réseaux mobiles est comparable à celle de l'Espagne continentale dans le cas de la 4G, mais le déploiement de la 5G est plus lent.

Dans le cas des **RUP françaises**, la stagnation des vitesses de téléchargement suggère que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour étendre et moderniser l'infrastructure, y compris la mise à niveau des connexions par câble sous-marin, en particulier pour La Réunion, afin d'éviter un creusement de l'écart avec la France métropolitaine. Pour les **RUP portugaises**, un remplacement opportun des câbles sous-marins entre les îles et le Portugal continental est nécessaire pour assurer une connexion internet continue et stable dans les RUP. Dans le cas des **îles Canaries**, un accent supplémentaire sur l'augmentation de la couverture des réseaux 5G garantirait que les îles continuent à disposer d'un niveau élevé d'infrastructure internet et soient préparées aux changements technologiques à venir.

CONCLUSION

Globalement, des tendances prometteuses ont été observées ces dernières années dans les régions ultrapériphériques en ce qui concerne les quatre besoins fondamentaux analysés dans cette étude. Cependant, en raison de leurs spécificités, de la diversité de leurs besoins et de leurs contextes, les RUP accusent un retard dans certains domaines, qui varient d'une région ultrapériphérique à l'autre. Le soutien de l'UE, en particulier du Fonds européen de développement régional (FEDER), et le soutien national ont joué un rôle clé dans la promotion de ces développements.

En ce qui concerne l'accès à un logement adéquat et à l'eau potable, pour atteindre les niveaux nationaux et européens, cette étude recommande de mettre l'accent sur l'accessibilité financière et de fournir un accès universel et égal à ces services. Les principales lacunes identifiées en matière d'infrastructures de logement concernent le raccordement au réseau d'égouts dans les RUP françaises. Dans le cas des Açores, de Madère et des îles Canaries, l'amélioration de la climatisation et de l'efficacité énergétique des infrastructures constitue un défi majeur. L'infrastructure de l'eau doit être améliorée dans toutes les RUP, car les installations actuelles commencent à être obsolètes et il est nécessaire de construire des infrastructures résistantes au climat.

Les données analysées sur l'accès à l'électricité, au refroidissement et au chauffage montrent que, malgré les progrès et l'augmentation des niveaux d'accès, certaines RUP doivent encore consacrer des efforts supplémentaires pour garantir l'accès universel et assurer un meilleur contrôle des conditions d'entretien de ces infrastructures. Concernant l'accès à l'électricité, au refroidissement et au chauffage et la connectivité, il est recommandé de consolider et de poursuivre les progrès réalisés au cours des dernières années.

Pour la connectivité numérique, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour étendre et moderniser l'infrastructure existante. De manière générale, il serait bénéfique d'envisager de consacrer des efforts à la recherche, à l'innovation et à de nouvelles méthodes pour améliorer, étendre et moderniser les infrastructures actuelles des RUP.

Au cours de cette étude, des tendances positives et des exemples de bonnes pratiques ont été observés, avec le potentiel d'être reproduits dans d'autres régions, offrant des perspectives utiles pour toute initiative future dans ces domaines. Les contraintes et les caractéristiques géographiques et socio-économiques uniques des RUP, telles que reconnues par l'article 349 du TFUE, sont mises en évidence par les résultats présentés dans cette étude. Il est nécessaire de prendre des mesures spécifiques dans les RUP visant à garantir l'accès des citoyens aux besoins fondamentaux dans ces régions.